GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ
•
467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org

Fondé à Bruxelles en 1979 par Bernard Adam, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité s'est développé dans un contexte particulier, celui de la Guerre froide.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP a depuis acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

Centre de recherche indépendant, le GRIP est reconnu comme organisation d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

NOTE D'ANALYSE – 7 mai 2014

HELLENDORFF Bruno & SCHMITZ Manuel. *L'Indonésie : une puissance régionale aux ambitions mondiales.* Note d'Analyse du GRIP, 7 mai 2014, Bruxelles.

http://www.grip.org/fr/node/1282

NOTE D'ANALYSE

L'INDONÉSIE :

Une puissance régionale aux ambitions mondiales

Par **Bruno Hellendorff** & **Manuel Schmitz**

7 mai 2014

Résumé

Le 9 avril dernier, les Indonésiens élisaient un nouveau Parlement. En juillet, ils retourneront aux urnes pour les élections présidentielles. Ces scrutins, pourtant, n'apporteront probablement pas grand-chose de nouveau dans la politique étrangère du pays. Les visages peuvent changer à Jakarta, mais certains facteurs structurels continueront à peser lourdement sur la destinée et la stratégie du pays. L'Indonésie est une puissance montante, se construisant un agenda international ambitieux sur la base d'un fort développement économique et d'un environnement géopolitique en transition. Sa politique internationale est cohérente et démontre la confiance de plus en plus affirmée de Jakarta. Mais le pays est-il prêt à jouer un rôle de premier plan non seulement dans sa région mais aussi dans les affaires du monde ? Sur quelles forces peut-il compter ? Quels sont les obstacles à son ascension ? L'Indonésie est-elle vraiment destinée à devenir une puissance mondiale ?

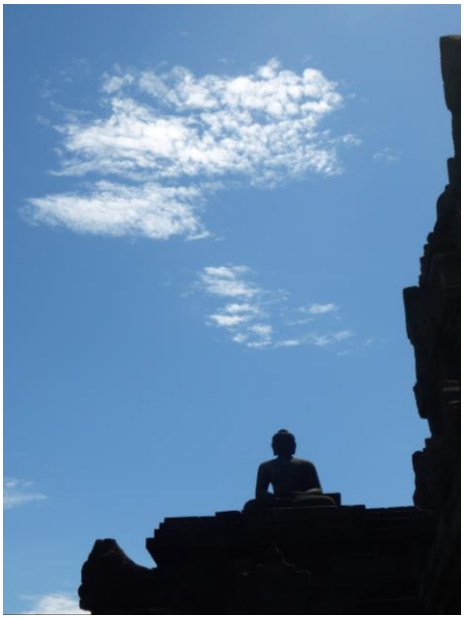
Abstract

Indonesia: From regional to global power?

On April 9, 2014, Indonesians elected a new Parliament. In July, they will be back to the polls for Presidential elections. These elections, however, may not bring as many changes to the country's foreign policy as many would expect. There may new faces in Jakarta, but structural factors will continue to weigh heavily on the country's international strategy. Indonesia is a rising power, building a buoyant international outlook on the back of a growing economy and changing geostrategic environment. In these times of change, Jakarta is pursuing a consistent agenda, acting with increasing self-confidence on the international stage. But is the country ready to play a prominent role not only in regional but global affairs? On what strength can Indonesia rely? And what are the hindrances to the country's rise? Is it indeed poised to become a global power?

Introduction

L'Indonésie est une puissance émergente. C'est du moins la perception qu'en ont la plupart des observateurs, au sein même du pays et hors de ses frontières[1]. Pour les optimistes, cette montée en puissance apparaît comme la conséquence logique de la géographie et de la démographie du pays, de sa position géostratégique et de ses ressources naturelles, poussant ensemble vers un développement économique important. De plus, le pays dispose de la plus importante communauté musulmane au monde, devant le Pakistan. Par ailleurs, Jakarta a de bonnes raisons de se définir comme le moteur de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), une initiative régionaliste qui est aujourd'hui la pierre angulaire de la plupart des développements multilatéraux en Asie-Pacifique. La montée en puissance de l'Indonésie est apparue plus clairement encore lorsque le pays a rejoint le G20.


(Source : Bruno Hellendorff)

Cette ascension semble même « naturelle » à la plupart des observateurs. Aucun de ses voisins ne semble vouloir former de coalition pour barrer la route à Jakarta[2] et la communauté internationale accueille largement ce développement indonésien comme bienvenu[3]. Quoique peu d'experts classent l'Indonésie dans la même catégorie que la Chine, la Russie, l'Inde ou le Brésil (les fameux « BRICS »), le pays fait certainement partie des puissances émergentes « de second rang » ou moyennes comme la Turquie et le Maroc.

Ceci implique que Jakarta est de plus en capable de peser de manière déterminante non seulement sur la plupart des affaires de sa région mais aussi, ce qui est plutôt nouveau, sur certains enjeux de résonance mondiale. Capacité et volonté restent deux choses distinctes, mais les avocats d'une politique étrangère indonésienne plus forte et globale se font de plus en plus entendre[4]. Les décideurs politiques à Jakarta ont traditionnellement été plus préoccupés par les questions internes ; dans le domaine des relations internationales, ce sont les enjeux régionaux qui ont largement dominé leur agenda. Cependant, enhardis par les retombées d'une forte croissance économique et par les applaudissements de leurs partenaires internationaux, les responsables politiques indonésiens semblent aujourd'hui déplacer graduellement leurs efforts et perspectives en matière de politique étrangère vers des horizons plus distants et adapter leur stratégie au nouveau statut de leur pays.

1. Voir par exemple : Laksama Evan, « Indonesia's Rising Regional and Global Profile : Does Size Really Matter? », *Contemporary Southeast Asia*, 33 (2), 2011, p. 157-182 ; Reid Anthony (éd.), *Indonesia Rising : The Responsibilities of Asia's Third Giant*. Singapore : ISEAS Publishing, 2012.
2. Une vue plus nuancée peut être trouvée dans : Rizal Sukma, « Indonesia needs a post-ASEAN foreign policy », *The Jakarta Post*, 30 juin 2009.
3. Voir notamment : Murphy Ann Marie, « Indonesia Returns to the International Stage : Good News for the United States », *Orbis*, 53 (1), 2009, p. 65-79.
4. Sukma Rizal, « A post-ASEAN foreign policy for a post-G8 world », *Jakarta Post*, 5 octobre 2009.

Les choix opérés par Jakarta dans cette période de transition vont donc s'avérer cruciaux pour le futur de l'Asie du Sud-Est et au-delà. Il n'est pas certain que l'Indonésie sera à la hauteur de ces attentes. Comme l'ont démontré les trajectoires d'autres puissances moyennes, équilibrer une influence régionale avec des ambitions mondiales est un exercice difficile et piégeant.

L'Indonésie est-elle effectivement en train de s'imposer sur la scène mondiale ? Un tel engagement est-il propice à ses intérêts et est-il durable ? Avec quel poids le pays peut-il s'imposer aux niveaux régional et mondial ? Pour répondre à ces questions, il est indispensable de se pencher sur ses principaux atouts. Mais il est tout aussi important de considérer d'une part les obstacles majeurs hypothéquant l'ascension indonésienne et d'autre part, le regard que leur portent les élites politiques indonésiennes et la façon dont elles les intègrent dans leur stratégie internationale. Cette Note s'attache à analyser les forces et les faiblesses du pays au travers des différents contextes dans lesquelles elles s'expriment. La première partie fournit une brève analyse des fondamentaux de la politique étrangère du pays. La seconde se penche sur le cadre régional, via les relations bilatérales entre Jakarta et certains de ses voisins et la place de l'ASEAN dans sa stratégie de développement. Enfin, la dernière partie scrute les différentes composantes de l'engagement mondial de cette puissance montante.

1. Les fondamentaux de la politique étrangère indonésienne

La politique étrangère de l'Indonésie est basée sur une série de documents fondamentaux incluant la « *Pancasila* » – l'idéologie nationale en cinq points[5] –, la Constitution de 1945 et les principes généraux de la politique de l'État[6]. Se greffe à ces documents le principe officiel – qui est aussi une stratégie – d'une politique étrangère « libre et active », un concept qui encadre le positionnement international de Jakarta et le lie aux développements majeurs de la géopolitique mondiale.

1.1. L'impératif de l'indépendance

Le principe fondateur de la politique étrangère indonésienne est connu aujourd'hui – comme il l'a été pendant des décennies – comme « *bebas dan aktif* », soit « indépendant et actif »[7]. La première partie de cette doctrine présuppose et requiert la défense de l'indépendance du pays sur la scène internationale. Ce qui implique que les questions de souveraineté sont de la plus haute importance pour l'État. Au vu du traumatique passé colonial, il n'y a là rien de très surprenant et cette emphase sur l'autonomie nationale est d'ailleurs partagée par l'ensemble de ses voisins d'Asie du Sud-Est[8].

5. Hérités du premier président indonésien Sukarno, ces principes sont : la croyance en un Dieu unique ; l'humanisme ; l'unité du pays ; une démocratie consultative et une justice sociale.

6. Ou « Broad Outlines of State Policy ». Voir : Dewi Fortuna Anwar, « Key aspects of Indonesia's foreign policy », in : Dewi Fortuna Anwar & Harold Crouch, *Indonesia : Foreign Policy and Domestic Politics*. Singapore : ISEAS, Trends in Southeast Asia Series, 9, 2003, p. 1.

7. Wuryandari Ganewati (éd.), *Politik Luar Negeri Indonesia di Tengah Pusaran Politik Domestik*, Yogyakarta : Pustaka Pelajar, 2008, p. 53.

8. Pour un survol, voir : Weatherbee Donald, *International Relations in Southeast Asia : The Struggle for Autonomy*. Singapore : Rowman & Littlefield, 2009.

Ce qui rend l'Indonésie quelque peu différente a trait à sa taille immense. Démographiquement et géographiquement, l'Indonésie est un géant, ce qui d'une part peut lui permettre d'être plus auto-suffisant que certains de ses voisins et d'autre part implique une nécessaire attention envers la gestion d'un tel territoire et d'une telle population. Le ratio des exportations indonésiennes par rapport au Produit intérieur brut (PIB) est ainsi plutôt bas : en 2012, les exportations de biens et services ont représenté 24 % du PIB, alors que ce ratio atteignait 201 % à Singapour, 87 % en Malaisie et 75 % en Thaïlande[9]. De plus, malgré sa proche relation avec les États-Unis en matière sécuritaire, Jakarta n'a jamais rejoint Washington dans une alliance formelle[10]. Enfin, ses engagements vis-à-vis de l'ASEAN sont d'autant plus intéressants que l'organisation reste avant tout intergouvernementale et lui assure ainsi, comme à l'ensemble des membres, un droit de veto.

S'il est ainsi tentant pour les décideurs politiques indonésiens de se concentrer sur leurs propres forces, la complexité des affaires internes requiert également de leur part une indispensable attention. L'Indonésie est l'un des plus grands pays au monde et l'un des plus complexes. Pour ne citer qu'un seul indicateur, plus de 700 langues sont parlées en Indonésie[11], ce qui donne une première image de la diversité des populations qui y vivent. La sauvegarde de l'« unité dans la diversité » – qui n'est rien moins que la devise nationale – a donc été un défi constant pour les leaders indonésiens depuis l'indépendance. C'est ainsi que s'est forgée l'idée que la réduction des vulnérabilités internes passait par le renforcement d'une « résilience nationale ». Selon Daud Yusuf, cette notion est « un concept introspectif, basé sur la proposition selon laquelle la sécurité nationale ne repose pas sur des alliances militaires ni sous le parapluie d'une quelconque grande puissance, mais sur une autonomie dérivant de facteurs domestiques tels qu'un développement économique et social, une stabilité politique et un sens du nationalisme »[12]. Bien que les experts et décideurs indonésiens soient très conscients que leur pays fait face à un monde globalisé dans lequel d'innombrables liens d'interdépendance connectent les États, sociétés et marchés, la notion de « résilience » reste clé dans le discours de politique étrangère.

Un premier moyen pour l'Indonésie d'assurer son indépendance consiste donc à éviter de s'entremêler de manière trop étroite à ne compter que sur ses propres forces. Un autre moyen est la multiplication des partenariats et du nombre d'acteurs avec lesquels elle entre en relation afin d'éviter une trop grande dépendance envers un partenaire particulier[13]. Cette logique se retrouve dans la politique d'« un million d'amis, zéro ennemi » (aussi appelée « un millier d'amis, zéro ennemi ») du président Susilo Bambang Yudhoyono (SBY), qu'il décrit lui-même comme une politique étrangère

9. Données tirées de : World Bank, Exports of Goods and Services (% of GDP), consulté en ligne le 5 novembre 2013.

10. Il faut rappeler ici que l'Indonésie était très impliquée dans le mouvement des non-alignés, fondé dans la ville indonésienne de Bandung en 1955.

11. Pour une excellente analyse de l'identité nationale indonésienne, voir : Emmerson Donald, « What is Indonesia? », in : Bresnan John, *Indonesia : The Great Transition*, Oxford : Rowman & Littlefield, 2005, p. 7-73 (particulièrement sur les langues p. 22-30).

12. Daud Yusuf cite dans : Irvine David, « Making Hast less slowly : ASEAN from 1975 », in : Broinowski Alison (ed.), *Understanding ASEAN*. New York : St. Martin's Press, 1982, p. 40.

13. Voir à propos de cette tradition : Novotny Daniel, *Torn between America and China : Elite Perceptions and Indonesian Foreign Policy*. Singapore : ISEAS, 2010, p. 302.

omnidirectionnelle[14]. De plus, le ministre des Affaires étrangères, Mary Natalegawa, a introduit la notion d'un « équilibre dynamique » à consolider en Asie-Pacifique, qui permette aux puissances moyennes de la région de ne pas avoir à choisir entre Pékin et Washington[15]. Dans tous les cas, l'objectif est bien de maximiser la marge de manœuvre de Jakarta.

1.2. Une politique étrangère proactive

Le deuxième pilier de la doctrine « *bebas dan aktif* » représente l'effort de développer une politique étrangère active. L'Indonésie ne devrait pas se contenter de réagir aux phénomènes et demandes extérieurs et ne doit en aucun cas être un pion dans les mains de puissances étrangères[16]. Au lieu de cela, le pays se doit de s'établir comme acteur, voire pilote à part entière sur la scène internationale, afin de répondre à la définition d'un certain sens de responsabilité internationale. Cette proéminence revendiquée est basée non seulement sur la taille du pays, qui joue néanmoins un rôle certain, mais aussi sur ses succès.

L'Indonésie a toujours été fière du succès de sa lutte (*perjuangan*) pour l'émancipation de la houlette hollandaise. La campagne indépendantiste de 1945-1949 – une période connue sous le nom de *Revolusi* en Indonésie – a en effet créé un précédent dans le processus de décolonisation. Du temps de Sukarno, le pays a ainsi mis en place une diplomatie flamboyante (« *lighthouse diplomacy* »[17]), au travers de laquelle le pays se positionnait comme leader du tiers-monde, sous le drapeau de l'anticolonialisme et de l'anti-impérialisme. Sous Suharto (qui succéda à Sukarno en 1966 et tint le pays jusqu'en 1998), l'administration se reconcentra sur les affaires internes, et plus particulièrement sur le besoin d'un développement socio-économique, choisissant de mener une politique étrangère volontairement discrète[18]. Suharto mena néanmoins une diplomatie active vis-à-vis de l'ASEAN (fondée peu de temps après son accession au pouvoir) et poussa progressivement au fil des ans pour une plus grande visibilité de l'Indonésie sur la scène internationale.

La lutte contre les Hollandais reste aujourd'hui le symbole fort d'une opposition héroïque à l'oppression. Plusieurs succès plus récents s'ajoutent à cette mémoire historique qui participe d'une fierté nationale soutenue et instrumentalisée par le politique. Selon la ligne officielle, l'Indonésie est un modèle de transition pacifique d'un régime autoritaire à une démocratie réelle, de cohabitation des religions et de tolérance, d'un Islam pacifique,

14. Susilo Bambang Yudhoyono, Speech at the London School of Economics and Political Science, Londres, 31 mars 2009.

15. Voir : Poling Gregory, « Dynamic Equilibrium : Indonesia's Blueprint for a 21st Century Asia Pacific », *Southeast Asia from the Corner of 18th & K Streets*, 4(5), 2013, p. 1-4.

16. Kumar Rajesh, *Non-Alignment Policy of Indonesia*. Jakarta : Centre for Strategic and International Studies, 1997, p. 37.

17. Dewi Fortuna Anwar, « Indonesia, the region and the world », *East Asia Forum*, 28 mai 2010.

18. Franklin Weinstein, « The Indonesian Elite's View of the World and the Foreign Policy of Development », *Indonesia*, 12, 1971, p. 97-131. Il est important de souligner ici que les postures divergentes de Sukarno et Suharto étaient loin d'être homogènes durant la durée de vie de leurs régimes respectifs. Sur l'activisme diplomatique de l' « Ordre nouveau » (*Orde Baru*, le régime de Suharto) des années 1980, voir notamment : Leo Suryadinata, *Indonesia's Foreign Policy Under Suharto : Aspiring To International Leadership*. Singapore : Times Academic Press, 1996.

ainsi qu'un exemple en matière de développement économique[19]. En vertu de quoi, l'Indonésie cherche à être active particulièrement en tant que connecteur, intermédiaire et médiateur sur la scène internationale.

À première vue, cette doctrine qui a si remarquablement traversé les époques et survécu aux changements majeurs de la vie politique du pays convient bien à une puissance montante. Elle cadre également bien avec les postures classiques de puissances moyennes. Cependant, une analyse plus fine révèle certains problèmes et tensions. Les deux objectifs d'une défense de l'indépendance et d'une proactivité internationale peuvent être contradictoires. En effet, plus l'Indonésie se montre active, plus elle se retrouve mêlée aux affaires des autres. Et toute relation comporte son lot de contraintes. On peut aussi se demander dans quelle mesure il est effectivement possible d'être en bons termes avec tout le monde, tout particulièrement lorsque des « amis » comme la Chine et les États-Unis s'engagent dans une voie dangereuse de rivalité croissante.

Enfin, l'activisme international de l'Indonésie repose fortement sur ses succès internes. La taille et la complexité de l'Indonésie peuvent en effet rapidement passer d'un atout à une faiblesse. Ce que le pays a expérimenté à de multiples reprises depuis son indépendance. Michael Leifer a souligné que l'Indonésie avait hérité de la période de révolution non seulement « un sens de responsabilité régionale », mais aussi un sentiment de « vulnérabilité nationale »[20]. Après tout, ces années déterminantes furent caractérisées autant, sinon davantage, par des luttes intestines, des rebellions, des initiatives sécessionnistes et l'interférence de puissances étrangères que par une résistance héroïque. Ces héritages continuent à influencer fortement les choix des décideurs contemporains, dans le dilemme qui est le leur : atteindre un équilibre entre leurs ambitions mondiales et les faiblesses structurelles qui émergent de leurs orientations en matière de politique économique, de promotion de la démocratie[21], d'imaginaire civilisationnel et de conservation de l'environnement. Il reste ainsi une tension entre les aspirations du pays et ses faiblesses, ce qui représente un trait majeur et déterminant de sa politique étrangère.

2. L'Indonésie dans sa région

L'Indonésie est un État composite, construit sur un substrat essentiellement malais qui la place, historiquement et culturellement, au centre de l'Asie du Sud-Est archipélagique. Les connections et influences plus anciennes de civilisations extérieures, continuent à jouer un rôle majeur dans la trajectoire de développement du pays. Pourtant, depuis 1966 et la mise en place de l' « Ordre nouveau » de Suharto, la politique étrangère a été avant tout préoccupée par les questions régionales, dans l'optique de favoriser un environnement proche pacifié, propice aux intérêts et au développement de l'Indonésie.

19. Voir à cet égard : Sambhi Natalie, « In his own words : Indonesia and SBY's speeches », *The Strategist*, 14 juin 2013.

20. Michael Leifer, *Indonesia's Foreign Policy*. Londres : George Allen & Unwin for the Royal Institute of International Affairs, 1983.

21. Rizal Sukma, « Indonesia Finds a New Voice », *Journal of Democracy*, 22 (4), 2011, p. 110-123.

2.1. Les relations bilatérales

Les relations entre l'Indonésie et son plus important voisin immédiat, l'Australie, ont évolué en dents de scie depuis la deuxième guerre mondiale. L'empathie et l'assistance australiennes lors de la *Revolusi* n'ont pas été oubliées et ont acquis au pays le statut de partenaire privilégié[22]. Un statut qui sera perdu et retrouvé à plusieurs reprises lors des décennies qui suivirent, en fonction d'évènements comme la *Konfrontasi*[23], l'affaire des « milliards de Suharto »[24], ou les violations des droits de l'homme en Timor oriental[25]. La coopération en matière de lutte contre le terrorisme à la suite des attentats de Bali de 2002 et l'aide australienne après le tsunami d'Aceh de 2004 ont permis un rapprochement substantiel à l'orée du nouveau millénaire. Depuis 2006, un accord de sécurité lie les deux voisins.

La proximité géographique ainsi que les importants liens commerciaux, financiers et d'aide au développement font de l'Australie un partenaire indispensable à l'Indonésie. Le gouvernement australien se montre de son côté demandeur d'une coopération plus soutenue, surtout depuis l'élection de Tony Abbott en septembre 2013. Ce dernier a en effet fait campagne, dans le domaine de la politique étrangère, sur base du slogan « plus vers Jakarta, moins vers Genève [siège des Nations unies, NDLA] ». Les deux pays trouvent ainsi l'un chez l'autre un partenaire utile, voire un allié dans leur quête respective de statut et d'influence au niveau régional. De plus, le gouvernement Abbott a besoin de la collaboration de l'Indonésie pour « stopper les navires » d'immigrants clandestins cherchant à joindre l'île-continent, un autre slogan de campagne de Mr Abbott.

Pourtant, plusieurs dossiers continuent d'affaiblir les fondations de cette relation : les droits de l'homme en Papouasie occidentale restent une préoccupation importante pour de nombreux Australiens. La crainte d'une radicalisation en hausse parmi la population musulmane indonésienne en est une autre. Les questions commerciales également… L'Indonésie, de son côté, est circonspecte vis-à-vis de l'alliance australo-américaine, étant peu encline à voir Canberra jouer le rôle de « sheriff adjoint » de Washington dans la région. L'« affaire Snowden », ayant mis à jour les écoutes effectuées en 2009 par l'Australie sur les téléphones portables du président SBY, de sa femme et de plusieurs hommes clés de l'administration, ont fortement dégradé les relations. Une situation accentuée par la mauvaise gestion du dossier à Canberra, le Premier ministre Abbott refusant dans un premier temps de présenter des excuses officielles. L'administration australienne a depuis amendé sa position, dans un effort de réconciliation. Mais l'épisode a démontré, s'il en était encore besoin, la nature complexe et instable de cette relation bilatérale.

---

22. Sah-Hadiyatan Ismail, « Australia and the Indonesian Independence », *Asian Social Science*, 7 (5), 2011, p. 151-157.

23. La confrontation indonésio-malaisienne ou l'état de guerre semi-ouverte entre les deux pays, a eu lieu entre 1962 et 1966. L'Australie prit part au conflit auprès des forces du *Commonwealth*.

24. Le journaliste australien David Jenkins publia en 1986 un article très controversé dans le *Sydney Morning Herald* titré « After Marcos Now for the Suharto Billions », qui provoqua d'importants remous dans la relation bilatérale australo-indonésienne.

25. Manuel Schmitz, *Weltpolitik Transnational : Die internationale Zivilgesellschaft und die australische und amerikanische Osttimorpolitik*, Baden-Baden : Nomos, 2010, p. 212-237.

Les relations bilatérales avec les voisins malaisien et singapourien constituent une autre partie cruciale de la politique étrangère indonésienne. Les relations avec les deux pays ont démarré sur de mauvaises bases, après que la Malaisie et Singapour ont acquis leur indépendance du Royaume Uni entre 1957 et 1965. Contrairement à l'Indonésie, ces deux pays ont acquis leur indépendance de manière relativement paisible. Sukarno considérait la création de la Fédération de Malaisie (qui inclut Singapour de 1963 à 1965) comme un complot néocolonialiste visant à affaiblir l'Indonésie. Il s'y opposa donc par une confrontation politique et militaire (la *Konfrontasi*), qui précipita sa chute. En 1966, peu après le changement de régime, Jakarta mit fin à la confrontation. À ce moment, il était devenu plus que clair que la bataille était perdue, et que cette politique était défavorable aux intérêts du pays. C'est dans ce contexte que fut fondé l'ASEAN, en 1967[26]. Cependant la perception que la Malaisie et Singapour ont reçu leur indépendance « sur un plateau d'argent » resta prégnante en Indonésie pour encore de nombreuses décennies[27].

Au-delà des questions historiques, d'autres enjeux troublent aujourd'hui les relations entre l'Indonésie et ses deux plus proches voisins. La Malaisie et Singapour sont vues par l'Indonésie comme des rivaux potentiels, tout particulièrement dans le domaine économique. Le succès économique des deux pays a généré une forme de rancœur en Indonésie, un sentiment selon lequel la croissance des deux États s'effectuait aux dépens de l'Indonésie[28]. Singapour et la Malaisie craignent de leur côté d'être affectés par les problèmes internes indonésiens, comme c'est régulièrement le cas en été, lorsque de grands feux de forêts à Sumatra, le plus souvent causés par la culture sur brûlis, génèrent une pollution atmosphérique dangereuse (le « *haze* ») pour leurs populations et activités économiques. Il reste également des disputes territoriales non résolues, notamment concernant les îles Ambalat avec Putrajaya (la capitale administrative malaisienne), et des conflits latents à propos des droits des travailleurs migrants indonésiens[29].

Pour toutes ces raisons, il est peu probable que Singapour et la Malaisie soutiennent sans réserve la montée en puissance de l'Indonésie. D'un autre côté, bien que les relations connaissent effectivement des accrocs, elles restent néanmoins généralement stables et positives. Les trois pays se sont par exemple engagés dans une coopération efficace pour sécuriser le trafic maritime dans le détroit de Malacca. De plus, le commerce entre l'Indonésie et ses deux voisins est important : l'Indonésie est parmi les dix premiers partenaires commerciaux de Singapour et de la Malaisie, et vice versa. Le plus important, néanmoins, reste la coopération institutionnalisée entre l'Indonésie et ses voisins au travers de l'ASEAN.

---

26. Voir : Dewi Fortuna Anwar, *Indonesia in ASEAN : Foreign Policy and Regionalism*. Singapore : ISEAS, 1994.

27. Voir : Ann Marie Murphy, « Indonesia and the World », in : Bresnan, Indonesia, p. 263.

28. Sur la perception indonésienne de la Malaisie et de Singapour, voir : Novotny, *Torn between America and China*, p. 282-286.

29. Pour une vision critique de la relation entre Singapour et l'Indonésie, se référer à : Natasha Hamilton-Hart, « Indonesia and Singapore : Structure, Politics and Interests », *Contemporary Southeast Asia*, 31 (2), 2009, p. 249-271. Un survol de la relation indonéso-malaisienne peut être trouvé dans : Bruno Hellendorff, « La relation Indonésie-Malaisie : le cœur stratégique de l'Asie-Pacifique? », *Diplomatie*, n° 53, novembre-décembre 2011 ; Abubakar Eby Hara, *Pengantar Analisis Politik Luar Negeeri : Dari Realisme sampai Konstruktivisme*, Bandung : Nuansa 2011.

2.2. L'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN)

Un moment charnière dans l'histoire de l'Indonésie moderne a été la transition difficile du régime de Sukarno à l' « Ordre nouveau » de Suharto, dont la première priorité était de mettre fin aux troubles de la première moitié des années 1960, et développer une image plus policée du pays. Cette politique de bon voisinage s'est matérialisée très vite dans la Déclaration de Bangkok de 1967, qui établit l'ASEAN. Celle-ci est progressivement devenue le principal canal et plateforme aux ambitions indonésiennes, à un point tel que l'association devint explicitement la « pierre angulaire » de la politique étrangère nationale.

Quelle est l'importance de l'ASEAN pour l'Indonésie ? Selon Dewi Fortuna Anwar, l'une des intellectuelles les plus écoutées d'Indonésie, l'ASEAN a six principales fonctions pour l'Indonésie. Ces dernières sont : préserver la crédibilité internationale du pays ; aider à préserver l'harmonie régionale ; fournir une zone tampon pour la sécurité nationale ; développer un ordre régional plus autonome ; servir d'outil de négociation international ; et renforcer la stature internationale de Jakarta[30]. La crédibilité de l'Indonésie est renforcée parce que l'ASEAN lui fournit un forum utile où elle peut soigner son image de pays engagé en faveur du régionalisme et de la paix. Certainement, l'ASEAN a été efficacement utilisée pour atténuer les craintes et suspicions d'ambitions hégémoniques indonésiennes chez ses voisins. Ce qui a contribué à une harmonie régionale et aidé à établir un environnement stable et pacifié, autant préservé des influences étrangères que possible. Ce qui, aussi, eut le corolaire de permettre aux décideurs indonésiens de se concentrer sur les réformes internes, et le développement économique. Pour la plupart d'entre eux, le progrès socio-économique était – et reste – la clé de la « résilience nationale » face aux défis sécuritaires venant aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur du pays. Des États régionaux forts et stables permettent à leur tour de renforcer une « résilience régionale » aidant à garder les puissances extérieures à distance respectueuse.

L'Indonésie a vite réalisé, tout comme d'autres de ses voisins, qu'une coopération régionale renforcerait son impact diplomatique vis-à-vis d'autres acteurs. L'Indonésie s'est montrée très efficace dans la poursuite de cet objectif, basant sur son engagement constant vis-à-vis de l'ASEAN une image de pilote et principal acteur de l'organisation. Un statut et un rôle reconnu par la plupart de ses partenaires internationaux. Jakarta a même réussi, dans une certaine mesure, à institutionnaliser au sein de l'ASEAN certains aspects de ses schémas de politique interne et de politique étrangère. L' « approche ASEAN » (« ASEAN *way* »), en tant que système de consultations opaques créé par des élites pour des élites, et avant tout préoccupé par la non-interférence et l'idée de « sauver la face », doit beaucoup aux techniques opérationnelles et stratégies de légitimation de l' « Ordre nouveau » indonésien. Le régime de Suharto a ainsi trouvé dans les normes traditionnelles de *musyawarah* (consultations) et *mufakat* (consensus), déjà recyclées par Sukarno, d'utiles matériaux. La transition vers une organisation basée

30. Anwar, Indonesia in ASEAN, p. 295-296.

sur des règles, avec l'entrée en vigueur de la Charte de l'ASEAN en 2008, doit elle aussi beaucoup au soutien de l'Indonésie, après que le pays se soit démocratisé[31].

De plus, les efforts de l'Indonésie se sont avérés cruciaux à divers moments charnière de l'histoire de l'ASEAN, qui incluent le premier Sommet de Bali en 1976 (qui établit le Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est, ou TAC, ainsi que la Déclaration de concorde), le second Sommet de Bali de 2003 (qui entérina le concept d'une communauté de l'ASEAN), la signature de la Charte de l'ASEAN à Jakarta en 2007, et la troisième Déclaration de Concorde à Bali en 2012. Jakarta fut également le promoteur le plus engagé d'une déclaration commune et d'une commission sur les droits de l'homme en 2009.



Photo de groupe lors du 12e sommet ASEAN + 3.
(Source : Official page of the Republic of Korea)

L'ASEAN place l'Indonésie au premier plan des dynamiques régionales, au travers de la défense de la « centralité » de l'organisation dans les développements institutionnels régionaux. En se basant sur son statut d' « expérience d'intégration régionale la plus aboutie après l'Union européenne », l'ASEAN constitue une plateforme sur laquelle l'Indonésie peut à la fois prétendre à un statut particulier – en tant que membre le plus important, et le plus actif – et construire des relations spéciales avec d'autres puissances. L'engagement indonésien au sein de l'ASEAN entre donc bien dans le cadre d'une politique étrangère « active ». Mais il sert aussi sa composante indépendante. En cherchant de manière consistante à consolider le principe de centralité de l'ASEAN dans les affaires régionales, l'Indonésie vise à se prémunir d'une interférence extérieure et à éviter une dépendance trop importante sur un seul partenaire, qu'il s'agisse des États-Unis, de la Chine ou de toute autre puissance étrangère. Il s'agit là bien d'un objectif proche de l' « équilibre dynamique » promu par Natalegawa. Dès lors, l'ASEAN apparaît bien adaptée à la poursuite des intérêts stratégiques indonésiens.

Quoique plusieurs officiels aient récemment réaffirmé le principe de l'ASEAN « pierre angulaire » de la politique étrangère indonésienne, les promoteurs d'une stratégie plus mondiale sont montés au créneau ces dernières années, encouragés par les prouesses économiques du pays et son adhésion au G20. L'intégration et l'importance croissantes du pays au sein des processus de la mondialisation et des questions géopolitiques majeures sont un indicateur, pour beaucoup, que l'ASEAN contraint maintenant plus l'Indonésie qu'elle ne lui permet de grandir. Il ne fait aucun doute que le pays se

31. Pour une analyse de l'« ASEAN Way » : Laurence Henry, « The ASEAN Way and Community Integration : Two Different Models of Regionalism », in : *European Law Journal*, 13 (6), 2007, p. 857-879. Pour une discussion sur la charte de l'ASEAN : Jörn Dorsch, « ASEAN's reluctant liberal turn and the thorny road to democracy promotion », in : *The Pacific Review*, 21 (4), 2008, p. 527-545.

cherche, dans certains domaines, une stature mondiale. La promotion de la démocratie, le dialogue interreligieux, et les droits humains sont devenus des étendards sous lequel se place une Indonésie en quête de reconnaissance globale. Pourtant, il reste à voir si un tel positionnement est désirable, et durable, au vu non seulement des intérêts du pays, mais aussi de ses capacités.

3. L'Indonésie s'engage sur la scène mondiale

3.1. Relations aux grandes puissances

L'acquisition d'une stature mondiale dépend probablement avant tout des relations tissées avec les grandes puissances. Les deux principaux acteurs géopolitiques du moment sont, sans le moindre doute, les États-Unis et la Chine. D'autres acteurs majeurs, comme la Russie, l'Inde ou le Brésil, qui sont perçus comme de plus en plus influents dans les affaires mondiales, n'ont pas encore acquis une dimension fondamentale dans la politique étrangère de Jakarta. Le même constat vaut pour l'Union européenne (UE) qui tend de son côté à considérer l'Indonésie avec un mélange de bienveillance et de douce négligence, n'étant pas prête à conclure un partenariat stratégique avec Jakarta[32]. Deux questions émergent de ce constat : que peut offrir l'Indonésie aux États-Unis et à la Chine ? Et que peut vouloir l'Indonésie en contrepartie ?

Concernant l'importance que revêt l'Indonésie pour la Chine et les États-Unis, il est utile, dans un premier temps, de se pencher sur les cartes. Après tout, les grandes puissances sont obligées d'avoir une réflexion géopolitique. Elles doivent nécessairement prendre en compte les faits géographiques qui peuvent avoir une influence sur leurs intérêts globaux. L'Indonésie est le deuxième plus grand pays d'Asie de l'Est, après la Chine, et représente, avec ses 17 500 îles s'étendant sur plus de 5 000 kilomètres, le plus grand archipel au monde. Vu de Jakarta, l'espace maritime entre ses îles est partie intégrante de son territoire national, sur lequel elle est seule à détenir la souveraineté, une vision exprimée au travers de son « concept archipélagique » (*Wawasan Nusantara*). Ce n'est d'ailleurs pas une coïncidence que le terme indonésien pour « patrie », *tanah air*, se traduise littéralement par « terre – eau ». Ce territoire mi-maritime, mi-terrestre forme le lien, ou un quasi-cadenas, entre les océans Indien et Pacifique. Le coût d'un contournement des détroits indonésiens pour un bateau cherchant à passer d'un océan à l'autre est un détour important, très consommateur en temps, au travers des eaux australiennes. Les routes de Karimata/Sunda, Makassar/Lombok et Wetar/Ombai sont toutes des goulets d'étranglement pour le trafic maritime. Plus important encore, l'Indonésie est riveraine du détroit de Malacca, la principale artère commerciale liant l'Asie de l'Est avec l'Asie du Sud, le Moyen-Orient et l'Europe ou l'Afrique. La position de l'Indonésie, au centre de l'Asie du

32. Pour un survol, se référer à : Manuel Schmitz, M., 2012. The European Union and Indonesia : Problems and Prospects for a Global Partnership. (Briefing Paper, European Institute for Asian Studies), Bruxelles, avril 2012.

Sud-Est maritime, lui confère donc une importance considérable en termes commerciaux et militaires[33].

Il n'est toutefois pas acquis que Jakarta puisse traduire sa location géostratégique en avantage concret. Proclamer sa souveraineté, tout d'abord, n'implique pas nécessairement un contrôle effectif en toutes circonstances. Ce n'est que si l'Indonésie est capable d'exercer ses droits contre d'éventuels adversaires que sa localisation peut devenir un avantage. Or, les capacités militaires indonésiennes démontrent d'importants manques en la matière. Tout d'abord, l'armée indonésienne (appelée aujourd'hui *Tentara Nasional Indonesia* ou TNI) est clairement sous-subsidiée. Bien que les dépenses militaires aient fortement augmenté, passant de 2,12 milliards de dollars en 2003 à 7,74 milliards en 2012, il reste limité à 0,86 % du PIB[34]. Le gouvernement de SBY a promis en 2010 d'augmenter les dépenses militaires à 1,5 % du PIB à l'horizon 2014 mais il n'a pas réussi à atteindre son but. De plus, la sécurité maritime n'a jamais été une réelle priorité pour les décideurs indonésiens. Pendant longtemps, Jakarta s'est plus préoccupée des menaces internes que d'ennemis externes. La réflexion sécuritaire a ainsi été dominée par le concept de SARA, regroupant les notions de *suku* (groupe ethnique), *agama* (religion), *ras* (race), et *antar-golongan* (relations inter-groupes). De cette manière, c'est l'armée de terre qui a toujours eu la haute main sur les affaires militaires du pays. Sur une structure des forces comptant 395 000 personnels actifs, 304 000 relèvent de l'armée de terre, et seulement 65 000 de la Marine. La flotte indonésienne, composée de 213 navires, apparaît comme d'autant moins impressionnante que plus de la moitié d'entre eux sont considérés comme incapables de prendre la mer[35]. Cela dit, il apparaît aujourd'hui un certain glissement vers une réflexion plus extravertie au sein des débats sécuritaires dans le pays, et la protection de l'espace maritime et aérien national devient une question de plus en plus prégnante. Néanmoins, Jakarta ne dispose encore que de très peu de moyens pour efficacement contrôler et défendre son territoire maritime.

La relative faiblesse militaire de l'Indonésie relativise l'importance du pays pour Washington et Pékin. Jakarta n'apparaît ainsi comme une priorité ni en tant qu'allié, ni en tant qu'adversaire pour les deux grandes puissances. Cependant, le pays reste trop grand que pour être négligé. Dans la lutte d'influence que se livrent la Chine et les États-Unis en Asie du Sud-Est, l'Indonésie est ainsi certainement un État pivot.

Il est clair que Pékin courtise l'Indonésie. En avril 2005, la Chine et l'Indonésie se sont mises d'accord pour définir un partenariat stratégique et en mai 2006, un dialogue annuel sur la défense et la sécurité fut initié, suivi par un accord de coopération dans le domaine de la défense en 2007 (un plan d'action pour mettre en œuvre cet accord ne fut cependant décidé qu'en 2010).

---

33. Une analyse toujours pertinente de la position géostratégique de l'Indonésie peut être trouvée dans : Alan Dupont, « Indonesian Defence Strategy and Security : Time for a Rethink? », *Contemporary Southeast Asia*, 18 (3), 1996, 275-297. Pour les questions légales, voir : Chris Forward, « Archipelagic Sea-Lanes in Indonesia : Their Legality in International Law », *Australian and New Zealand Maritime Law Journal*, 23 (2), 2009, 143-156.

34. Toutes figures tirées de : International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance*, éditions 2003 à 2013.

35. Benjamin Schreer, « Moving beyond ambitions? Indonesia's military modernisation », ASPI, novembre 2013, p. 18.

Les rencontres de haut niveau, les visites de navires, les exercices conjoints, et les échanges en matière d'éducation (tel que l'entraînement des pilotes indonésiens en Chine) sont autant d'indicateurs d'une relation militaire qui s'approfondit avec les années[36]. De plus, Jakarta et Pékin discutent beaucoup d'une coopération dans le domaine de l'industrie de défense, notamment dans la production de missiles anti-navires (cruciaux dans la défense et le blocage de routes maritimes). Enfin, un exercice naval conjoint dans les eaux indonésiennes est en cours de préparation.

Là où la Chine et l'Indonésie n'ont démarré que tardivement leur coopération en matière de sécurité, Washington et Jakarta ont un historique de collaboration militaire étoffé. Pendant la Guerre froide, le régime anti-communiste de Suharto était un partenaire clé des États-Unis dans la région. Toutefois, Jakarta ne s'est jamais engagée dans un pacte de défense bilatéral ou multilatéral qui aurait enfreint l'esprit et la lettre de sa doctrine « *bebas dan aktif* ». La fin de la Guerre froide a entraîné une réévaluation, à la baisse, de l'importance stratégique de l'Indonésie pour les États-Unis. De plus, après les violences qui suivirent le référendum d'autodétermination au Timor oriental en 1999, lors desquelles les forces de sécurité indonésiennes ont joué un rôle condamnable, Washington imposa un embargo sur les armes vis-à-vis de Jakarta. En 2005, ce dernier était levé, après que l'Indonésie se soie profilée comme partenaire indispensable de Washington dans la lutte contre le terrorisme. Aujourd'hui, les États-Unis lui fournissent à nouveau des systèmes d'armes incluant des plateformes sophistiquées telles que des hélicoptères d'attaque Apache et des avions de combat F-16 (renouvelant la flotte de F-16 achetés dans les années 1970 et 1980).

La coopération avec les forces spéciales Kopassus reste néanmoins toujours difficile, eu égard au lourd passif de cette unité en matière de violations des droits de l'homme. Il n'en reste pas moins que les deux pays sont engagés dans un nombre significatif de visites de haut niveau, de rencontres entre militaires, d'exercices conjoints, et d'entraînements. La sécurité maritime, le maintien de la paix, l'assistance humanitaire et la réhabilitation post-catastrophe naturelle (HADR), et la réforme des forces armées sont ainsi des priorités de ce partenariat renouvelé. Au travers de son « pivot » (ou « rééquilibrage ») vers l'Asie, il semble assuré que Washington cherchera à encore approfondir et étendre cette coopération[37].

Mais quels sont les objectifs de Jakarta vis-à-vis de ces deux grandes puissances ? En accord avec sa doctrine « *bebas dan aktif* », l'Indonésie ne veut pas choisir un camp aux dépends de l'autre. Une alliance formelle est hors de question. À la place, Jakarta cherche à « ramer entre deux récifs » (*mendayung antara dua karang*), et garder la Chine et les États-Unis à une distance égale et respectueuse. Cette approche fondée sur l'équilibre des forces n'est pas seulement vue comme la meilleure garantie de stabilité dans la région, mais aussi la meilleure stratégie pour assurer à Jakarta un maximum de marge de manœuvre.

36. China's New Regional Security Treaty With ASEAN, *The Diplomat*, 16 octobre 2013.

37. Nadia Bulkin, « The Quiet American: Deciphering U.S. Policy Toward Indonesia », in : *Indonesian Quarterly*, 40 (2), 2012, 134-152 ; Ann Marie Murphy, « US Rapprochement with Indonesia : From Problem State to Partner », in : *Contemporary Southeast Asia*, 32 (3), 2010, 362-387.

Il n'est pas surprenant de constater que la stratégie américaine de l'Indonésie soit un exercice d'équilibre difficile. Le régime anti-communiste de l' « Ordre nouveau » était en son temps clairement opposé à la Chine (craignant notamment les « cinquièmes colonnes » chinoises) et proche des États-Unis (à même de soutenir son effort de développement), mais ces jours ne sont plus. La guerre contre le terrorisme des États-Unis et celle d'Irak n'ont jamais été populaires en Indonésie. Même si les attentats de Bali de 2002 ont effectivement conduit Jakarta à améliorer sa coopération avec Washington dans le champ de la lutte contre le terrorisme, ces deux guerres ont surtout démontré, vues de Jakarta, un unilatéralisme dérangeant et dangereux de la part de l'administration Bush. Les relations s'améliorèrent sous Obama, les années en Indonésie passées par ce dernier dans son enfance contribuant à redorer le blason de la présidence américaine, pour déboucher en novembre 2010 sur la conclusion d'un partenariat global (*US-Indonesia Comprehensive Partnership*). Les élites indonésiennes voient dans la présence américaine en Asie-Pacifique une garantie de stabilité, mais craignent en même temps que le « pivot » contemporain aliène la Chine et augmente les chances de conflit dans la région.

La politique chinoise de l'Indonésie est elle aussi un exercice d'équilibre, oscillant entre ouverture et prudence (ce que de nombreux auteurs ont décrit comme une stratégie de « *hedging* »). La « menace chinoise » est restée un thème récurrent au sein de l'administration Suharto, aussi bien dans sa politique étrangère que dans ses politiques internes. Pourtant, à partir de 1989, le régime chercha à se rapprocher de Pékin, en même temps que la Chine devenait plus forte, économiquement et politiquement. Aujourd'hui, il existe toujours certaines craintes quant à sa modernisation militaire et ses revendications en mer de Chine méridionale (la zone économique exclusive indonésienne autour des îles Natuna représentant un point chaud potentiel, car débordant sur le tracé en neuf traits chinois). Mais les élites indonésiennes sont plus généralement préoccupées avant tout par les menaces économiques venant de Chine. En tant que fabricant majeur de produits bon marché, Pékin est ainsi vu comme une menace importante et un concurrent direct pour l'industrie indonésienne.

L'accord de libre-échange Chine-ASEAN est ainsi vu de manière assez critique au sein de la population indonésienne. Pourtant, la Chine n'en est pas moins devenue le partenaire commercial le plus important du pays, tandis que la part américaine des exportations et importations indonésiennes a chuté. Malgré cette interdépendance croissante, il reste toutefois d'importants ressentiments à l'égard des chinois parmi la population indonésienne. La diaspora chinoise est non seulement importante mais aussi présente depuis des siècles et souvent perçue comme prospère. Ils apparaissent à beaucoup comme des « étrangers », et soupçonnés d'une allégeance au pays minimale ou flexible. Ces questions d'ordre interne ont ainsi empoisonné les relations bilatérales et compliqué la formulation de la politique chinoise de Jakarta. Dans tous les cas, l'Indonésie espère, avec l'aide de ses partenaires au sein de l'ASEAN, lier la Chine à leurs destins, et favoriser ainsi le développement pacifique de son puissant voisin septentrional.

3.2. Le G20 et l'économie

La montée en puissance de l'Indonésie est probablement avant tout fonction de, et démontrée par, son inclusion au G20, un forum de guidance de l'économie mondiale. Jakarta s'est engagée dans le G20 avec enthousiasme, s'y présentant comme le représentant de l'ASEAN, un modèle pour les économies émergentes, et un pays à majorité musulmane. Le G20 forme ainsi aujourd'hui une dimension majeure de la perspective internationale de l'Indonésie[38], en tant que forum privilégié où elle considère qu'elle peut peser sur la structure des échanges mondiaux et agir comme connecteur entre civilisations[39].

Évidemment, l'adhésion de l'Indonésie au G20 repose surtout sur les avancées économiques du pays, ainsi que sur son marché intérieur gigantesque. L'Indonésie est fière de ses taux de croissance annuels, qui se sont maintenus aux environs de 6 % depuis 2005, ainsi que de sa résistance à la crise économique mondiale. La croissance indonésienne est en effet alimentée avant tout par la consommation interne, une caractéristique significative dans une région où le modèle des exportations-reines est la norme plus que l'exception. Avec une population d'environ 240 millions d'habitants, relativement jeunes et disposant de revenus en hausse, le marché indonésien a un potentiel important. Le pays commence aujourd'hui à récolter les fruits de son « dividende démographique », conséquence d'une baisse des naissances[40]. De plus, le ratio d'endettement du gouvernement rapporté au PIB a considérablement baissé, passant de 95,1 % en 2000 à 23,1 % en décembre 2012[41]. Le pays fait également partie d'une région qui est elle-même très dynamique économiquement. Enfin, ses vastes réserves de ressources naturelles la placent sur le radar de bien des compagnies et pays, à une époque où les prix des matières premières s'envolent. Comme l'explique la firme McKinsey, « sur base des évolutions actuelles, l'Indonésie est en passe de devenir la septième économie mondiale d'ici 2030, étant 30ème aujourd'hui »[42].

Même si le traumatisme de la crise asiatique de 1997-98 reste très présente dans les esprits, la croissance économique a poussé Jakarta à réembarquer dans une politique d'ouverture et d'engagement vis-à-vis des forums économiques multilatéraux, tels que la zone de libre-échange de l'ASEAN, la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou le G20.

38. Qui n'est néanmoins pas sans incohérences. Voir à cet égard : Maria Monica Wihardja, « Strengthening Indonesia's contribution to the G20 », *East Asia Forum*, 5 mai 2012.

39. Yulius Hermawan (coord.), *G-20 Research Project. The Role of Indonesia in the G-20 : Background, Role and Objectives of Indonesia's Membership*. Jakarta : Friedrich Ebert Stiftung, 2011.

40. Anthony Reid, « Indonesia's new prominence in the world », in : Anthony Reid (éd.), *Indonesia rising. The repositioning of Asia's third giant*. Singapore : ISEAS, p. 1-13.

41. « Indonesia Government debt to GDP », *Trading Economics*, consulté en ligne le 5 février 2014.

42. Raoul Oberman et al., « The archipelago economy : Unleashing Indonesia's potential », *McKinsey Global Institute*, septembre 2012.

Dans les années 1990, le soutien de l'Indonésie s'avéra crucial au succès de l'APEC, et dans la mise en place des buts de Bogor ambitionnant « un commerce et des investissements libres et ouverts en Asie-Pacifique à l'horizon 2010 pour les économies industrialisées et à l'horizon 2020 pour les économies en développement »[43]. Le Sommet de Bali de 2013 fut l'occasion d'une confirmation de l'engagement indonésien, Jakarta y investissant d'importantes ressources pour promouvoir le triple objectif (1) d'un rajeunissement des buts de Bogor, (2) du soutien à une croissance durable et (3) du développement de la connectivité. Ces buts sont ainsi alignés avec ce que pousse l'Indonésie dans le cadre de la communauté économique de l'ASEAN, et transcendent largement la seule scène régionale. Cet activisme international de l'Indonésie dans le champ de la politique économique est confirmé par son investissement dans l'OMC. En 2013, SBY a nominé une ministre de l'Économie, Dr Mari Pangetsu, comme candidate à la position de Directeur général de l'organisation[44]. La même année, l'Indonésie accueillait le sommet lors duquel elle est parvenue à mener les négociations à terme, mettant ainsi fin à l'impasse dans lesquelles elles se trouvaient depuis Doha.

Cependant, cette influence est essentiellement fonction de la performance économique du pays. Or, de nombreux commentateurs pointent du doigt le fait que l'Indonésie devrait « mettre de l'ordre chez elle avant tout » [45] si elle veut traduire son potentiel en puissance réelle. En effet, les succès économiques du pays restent fragiles. Ce constat apparut avec éclat à la mi-2013[46] lorsque la croissance ralentit, l'inflation augmenta, la valeur de la roupie chuta et la balance des paiements fut mise sous pression[47]. L'Indonésie parvint tout de même à atteindre un taux de croissance de 5,7 % en 2013[48]. Néanmoins, cet avertissement confirma que le pays reste parmi les marchés émergents « fragiles » (avec le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud et la Turquie), qui pourraient souffrir le plus des changements de la politique monétaire américaine. Il est craint que la réduction du programme américain d'incitations monétaires (la fin de l'argent bon marché) pourrait avoir comme conséquence une fuite des capitaux des marchés émergents. Le ministre des Finances indonésien appela ainsi en février 2014 à plus de transparence de la part de la Fed pour permettre aux marchés émergents de s'ajuster[49]. Le ministre évoqua dans le même temps, de manière assez révélatrice, le besoin de s'attaquer aux défis internes des marchés émergents.

---

43. Shiro Armstrong, « Indonesia connects APEC to regional ambitions », *East Asia Forum*, 6 octobre 2013.

44. Peter McCawley, « Indonesia's WTO candidate », *The Interpreter*, 16 janvier 2013.

45. Jusuf Wanandi, « Indonesia has to put its house in order to answer E. Asia », *The Jakarta Post*, 21 décembre 2000 ; Maria Monica Wihardja, « Can Indonesia play a leadership role in the Asian century? », *East Asia Forum*, 3 septembre 2013.

46. « Indonesia's economy : Slipping », *The Economist*, 24 août 2013.

47. Peter McCawley, « Is the Indonesian economy in trouble? », *East Asia Forum*, 1 septembre 2013.

48 Joe Cochrane, « Indonesia Reports Slowest Growth in 4 Years », *New York Times*, 5 février 2014.

49 Ben Bland, « Indonesia calls for greater clarity from Fed on tapering », *Financial Times*, 6 février 2014.

L'Indonésie est confrontée à une longue liste de difficultés, en interne, qui peuvent obérer son développement économique. La corruption y est toujours endémique[50], ainsi que les tracasseries bureaucratiques. *Transparency International* a classé l'Indonésie à la 114e place sur 177 dans son Index 2013 des perceptions de la corruption, un score comparable à celui de l'Égypte ou de l'Albanie. D'innombrables scandales de corruption et de pots-de-vin font les beaux jours de la presse indonésienne, et le gouvernement SBY est largement perçu comme n'ayant pas réussi à effectivement limiter le phénomène bien connu de corruption, collusion et népotisme (*Korupsi, Kolusi, Nepotisme* ou « KKN »). L'index des affaires 2014 (*Doing Business Index*) de la Banque mondiale listait l'Indonésie à la 120e place, sur 189 économies, tandis que Singapour est au premier rang, la Malaisie en 6e position et la Thaïlande en 18e. Des manquements importants dans les infrastructures sont un autre problème. Malgré de récents progrès, le pays reste classé 59e sur 155 dans l'index des performances logistiques 2012[51] de la Banque mondiale, derrière le Vietnam, l'Inde ou les Philippines. De plus, l'Indonésie a construit une bonne part de sa croissance sur le dos d'une hausse des prix des produits de base[52], un schéma qui pourrait la rendre vulnérable au « syndrome hollandais », par lequel des exportations de ressources naturelles font monter la monnaie et évincent progressivement les autres exportations. Et en effet, il apparaît que le secteur manufacturier reste en retrait[53].

En résumé, beaucoup de choses ont changé depuis la crise asiatique. L'Indonésie est de loin la plus grande économie d'Asie du Sud-Est, avec un PIB de 878 milliards de dollars en 2012, selon la Banque mondiale, qui la classe comme pays à revenu intermédiaire. L'Indonésie continue néanmoins à faire face à d'importants défis pour son développement. Le pays n'est ainsi que 121e sur 187 dans l'index de développement humain de 2012, édité par les Nations unies. D'un point de vue socio-économique, le pays, qui n'est pas encore membre de l'OCDE, a encore beaucoup à faire.

3.3. Le monde musulman

L'importance de l'Indonésie dans les affaires internationales n'est pas seulement basée sur ses progrès économiques. La religion aussi joue son rôle. C'est en Indonésie que se trouve la plus importante majorité musulmane au monde. Selon le recensement de 2010, environ 87 % des citoyens sont de foi islamique (majoritairement sunnite) et presque 10 % s'identifient comme chrétiens (les protestants formant la majorité, avec 7 % de la population totale). Contrastant avec l' « image balinaise » de l'Indonésie si répandue en Occident, moins d'un pourcent des Indonésiens sont hindous.

À la suite de la *Reformasi*, les décideurs indonésiens ont fortement poussé l'idée que leur pays fournit un exemple de cohabitation harmonieuse entre la religion, la démocratie et la modernité. Un argumentaire repris en 2009 par la Secrétaire d'État américaine Hilary Clinton, lorsqu'elle indiquait à Jakarta que « [si] vous voulez savoir si

50. Ross McLeod, « Indonesia's economy : strong growth, resilient corruption », *East Asia Forum*, 22 avril 2011.

51. Disponible ici.

52. Michael Buehler, « A False Hope? Indonesia's Economic Miracle », *The Diplomat*, 5 février 2013.

53. Vikram Nehru, « Five Economic Priorities for Indonesia's Next President », *Carnegie Endowment for International Peace article*, 30 septembre 2013.

l'Islam, la démocratie, la modernité et les droits des femmes peuvent coexister, allez en Indonésie »[54]. Des phrases similaires ont pu être entendues dans la bouche d'Angela Merkel ou de David Cameron lors de leurs visites respectives en 2012. La pratique de l'Islam en Indonésie est souvent considérée comme « modérée », un aspect sur lequel Jakarta tente de capitaliser également, en se présentant comme « pont » et « connecteur » entre les mondes musulman et non-musulman. Le président SBY fit sienne cette ambition de manière éclatante en 2010 lorsqu'il déclara qu' « en tant que membre de l'OIC [Organisation de la coopération islamique], nous pouvons exprimer la véritable identité de l'Islam qui est modérée, ouverte, tolérante et moderne. Nous pouvons aussi combler de manière constructive l'écart entre l'Islam et l'Occident »[55].

Cette ambition d'agir comme lien entre le monde musulman et l'Occident, cependant, dépend largement de la crédibilité de l'Indonésie. Le pays doit se montrer à la hauteur de sa rhétorique en termes pratiques et politiques pour pouvoir être écouté en Occident. Un regard plus scrutateur dévoile que la place de l'Islam dans la vie politique indonésienne est un enjeu complexe, sujet à une vaste littérature[56]. Tandis que les élites de Jakarta ont réitéré à de nombreuses reprises leur vision de l'Islam comme religion de paix et de tolérance, des groupes radicaux se sont taillés des espaces d'expression et de revendication de plus en plus importants dans le débat politique de ces deux dernières décennies. Une conséquence de la démocratisation a été l'intégration croissante de l'Islam politique dans le panorama politique du pays et dans l'identité même de l'État. Une autre a été la consolidation de groupes organisés sur des bases religieuses comme bases électorales privilégiées par les politiques, ainsi que les institutions. La relation entre l'État et les groupes radicaux islamistes est, selon Felix Heiduk, très ambiguë, s'exprimant opérationnellement dans la poursuite parallèle de politiques de répression et de cooptation[57]. L'État se doit bien d'accepter que, pour une part croissante de sa population, la religion joue un rôle important (et probablement croissant lui aussi) dans leur vie. Le défi étant qu'une société plus religieuse ne devienne pas plus radicale ou polarisée.

Les subtilités de la vie politique indonésienne apparaissent largement obscures à la plupart des décideurs et experts occidentaux. Ces derniers, pourtant, portent un regard particulièrement attentif sur l'enjeu terroriste en Indonésie. Le pays fut à plusieurs reprises le théâtre d'attaques par des groupes radicaux, le plus important étant l'attentat à la bombe à Bali en 2002, qui causa 202 morts. Les gouvernements successifs indonésiens y ont répondu par une campagne majeure de lutte contre le terrorisme, qui s'avéra très efficace.

---

54. Mark Landler, « Clinton Praises Indonesian Democracy », *New York Times*, 18 février 2009.

55. Cité dans : Yulius Hermawan (coord.), *G-20 Research Project*., p. 87.

56. Voir notamment : R.E. Elson, « Nationalism, Islam, 'secularism' and the state in contemporary Indonesia », *Australian Journal of International Affairs*, 64 (3), 2010, p. 328-343 ; Sunny Tanuwidjaja, « Political Islam and Islamic Parties in Indonesia : Critically Assessing the Evidence of Islam's Political Decline », *Contemporary Southeast Asia*, 32 (1), 2010, p. 29-49 ; Bachtiar Effendi, *Islam and the state in Indonesia*. Singapore: Institute of Southeast Asian Studies, 2003.

57. Felix Heiduk, « Between a Rock and a Hard Place : Radical Islam in Post-Suharto Indonesia », *International Journal of Conflict and Violence*, 6 (1), 2012, p. 26-40.

Cependant, bien que les structures hiérarchiques comme la *Jemaah Islamiyah* ou le réseau de Noordin Top ont été largement neutralisées, des réseaux et cellules plus décentralisés sont apparus, laissant la question toujours en suspens[58].

Pour connecter deux mondes, il faut être crédible auprès des deux. Or, l'Indonésie se trouve clairement aux marges du monde musulman, qui est centré sur le Moyen-Orient. La Mecque, le Caire et Téhéran sont des centres intellectuels majeurs dans l'Islam, mais Jakarta pas. Ce sont en outre les conflits en Afghanistan ou en Syrie, et la question palestinienne qui accaparent l'essentiel du débat sur les relations de l'Occident au monde musulman. Les événements qui ont lieu en Indonésie ou dans son environnement proche n'ont certainement pas le même retentissement[59].

Enfin, il existe aussi des limites internes à la consolidation de ce rôle de connecteur entre civilisations. L'emphase placée sur la religion et les efforts parallèles de lutte contre la radicalisation pèsent ainsi de manière ambiguë sur la politique étrangère indonésienne. D'après Sukma, l'Indonésie fait face au dilemme d'une « double identité » : le pays ne se perçoit ni comme un État théocratique, ni comme un État séculaire. Ce qui implique une association complexe de l'Islam – en forme plus qu'en substance – et de la démocratie dans la politique étrangère nationale[60]. Le gouvernement indonésien ne peut tout simplement pas proclamer une politique étrangère islamique parce qu'il n'est pas un État islamique. Après tout, la politique étrangère de l'Indonésie reste largement basée sur des plateformes séculaires[61]. Mais le gouvernement ne peut pas non plus ignorer les aspirations et appels de sa population concernant les questions majeures du monde musulman, qui incluent les guerres d'Irak et d'Afghanistan, le dossier syrien, la question palestinienne, le nucléaire iranien, etc.[62]

3.4. Le « club démocratique »

Ce qui rend l'Indonésie si particulière aujourd'hui n'est probablement pas tant ses succès économiques – toujours fragiles au demeurant – ou sa communauté musulmane, mais bien la conjonction de ces deux éléments avec un système démocratique. Une recette peu courante sur la scène planétaire, qui pourrait peut-être trouver son principal parallèle avec la Turquie. Le pays est fier de sa transition démocratique, la *Reformasi*, et de la consolidation d'une vie politique pluraliste et dynamique[63]. Depuis la chute de Suharto en 1998, le pays a vu quatre élections législatives (1999, 2004, 2009, 2014) et est en passe de connaître sa troisième élection présidentielle (après celles de 2004 et 2009 qui ont permis à SBY d'accéder aux manettes du pouvoir).

58. Voir notamment : Solahudin, *The Roots of Terrorism in Indonesia : From Darul Islam to Jema'ah Islamiyah*. Sydney : University of New South Wales Press, 2013.

59. Dewi Fortuna Anwar, « Foreign Policy, Islam and Democracy in Indonesia », *Journal of Indonesian Social Sciences and Humanities*, 3, 2010.

60. Rizal Sukma, *Islam in Indonesian Foreign Policy*. Londres : Routledge Curzon, 2003.

61. Anak Agung Banyu Perwita, *Indonesia and the Muslim World : Islam and Secularism in the Foreign Policy of Soeharto and Beyond*. Copenhagen : NIASS Press, 2007.

62. Une bonne étude de cas est fournie dans : Iis Gindarsah, « Democracy and Foreign Policy-Making in Indonesia : A Case Study of the Iranian Nuclear Issue, 2007-08 », in : *Contemporary Southeast Asia*, 34 (2), 2012, 416-437.

63. Pour un bon survol de la transformation, voir : Bertelsmann Stiftung, BTI 2012 – Indonesia Country Report. Gütersloh : Bertelsmann Stiftung, 2012.

À cela s'ajoutent des centaines de scrutins à l'échelle des provinces, districts et municipalités, toutes étant largement considérées comme libres, équitables et paisibles. Sous le leadership de SBY, la démocratie s'est réellement consolidée. Selon l'Index 2013 de *Freedom House*, le pays est considéré comme « libre », avec un score de 2,5 (1 étant le meilleur score, 7 le pire).

Sans surprise, cette transformation démocratique a eu un impact important sur la politique étrangère nationale. La *Reformasi* a conduit à un changement des priorités, le régime étant moins préoccupé à défendre et projeter à l'étranger ses stratégies de légitimation internes (basées sur la stabilité et la croissance), mais désirant à la place promouvoir de nouvelles valeurs et de nouveaux intérêts. Depuis, l'Indonésie s'est positionnée comme championne des droits de l'homme et de la démocratie en Asie, lançant le Forum pour la démocratie de Bali (*Bali Democracy Forum*) en 2008, et prenant une série d'initiatives du genre aux niveaux régional et mondial. La démocratie et l'islam politique forment ensemble l'essentiel des atouts de « *soft power* » de l'Indonésie d'aujourd'hui[64].

Pourtant, là aussi, certaines limites apparaissent, qui peuvent peser dans la balance. Contrairement à *Freedom House*, le magasine *The Economist* a catégorisé l'Indonésie en 2012 dans son propre index sur la démocratie comme « démocratie imparfaite », en 53e position mondiale, juste avant la Bulgarie. La mesure d'une démocratie apparait ainsi comme une entreprise délicate, et les deux index ont leurs faiblesses, mais la plupart des observateurs seraient probablement d'avis que la démocratie indonésienne reste à la fois fragile et limitée par « la réalité de la politique au niveau des régions »[65]. La seconde série de réformes nécessaires à une institutionnalisation plus aboutie de la démocratie, tant attendues sous le deuxième mandat de SBY, ne sont jamais venues[66]. Les élections se gagnent et se perdent plus sur base des personnalités et des parcours des leaders que sur un projet politique. Trop souvent, les candidats entrent dans la compétition non tant pour mettre en place des réformes que pour accéder aux privilèges du pouvoir, qui leur permette d'entretenir et d'étendre leur réseau d'influence[67]. De plus, trois tendances générales pourraient être isolées qui contribuent à éroder la qualité de la démocratie indonésienne : la première est la réduction du nombre de partis politiques, « beaucoup d'entre eux étant devenus des véhicules au service des ambitions personnelles d'une élite politique puissante »[68]. La seconde est le manque de subsides publics pour les partis, qui les contraint à se tourner vers des sources alternatives, souvent obscures au mieux, de financement. Et la troisième est la relation dysfonctionnelle entre l'exécutif et le Parlement[69].

---

64. Dewi Fortuna Anwar, « Reinvention in Indonesia's foreign policy strategy », *East Asia Forum Quarterly*, 5 (4), 2013, p. 11.

65. Rizal Sukma, « Indonesia Finds a New Voice », *Journal of Democracy*, 22 (4), 2011, p. 110-123.

66. Tom Allard, « Indonesia nods off on road to democracy », *The Sydney Morning Herald*, 13 décembre 2011.

67. Luthfi Assyaukanie, « Indonesia as a Model of Muslim Democracy : Developments, Problems, and Opportunities », *Fikrun Wa Fann*, juin 2012.

68. Marcus Mietzner, *Money, Power, and Ideology : Political Parties in Post-Authoritarian Indonesia*. Singapore : NUS Press, 2013 ; Vikram Nehru, « Indonesian Democracy Is in Need of Reform », *Carnegie Endowment for International Peace*, 12 septembre 2013.

69. *Ibid*.

Lorsque l'analyse de la démocratie indonésienne s'étend au respect des droits de l'homme, de nouveaux problèmes émergent encore. Le rapport annuel de 2013 d'Amnesty international indique ainsi que « les minorités religieuses – en ce inclus les Ahmadis, chiites et chrétiens – font actuellement face à des phénomènes de discrimination, d'intimidation et d'attaques. Dans de nombreux cas, les autorités n'ont pas réussi ni à protéger adéquatement ces minorités ni à amener les coupables devant la justice » [70]. De plus, la situation en Papouasie occidentale reste problématique. Il reste également l'enjeu de l'impunité pour les violations passées des droits de l'homme, commises durant la période de transition en 1965-1966 ou en Aceh, en Papouasie, ou au Timor oriental. Il est à ce titre révélateur de constater que Prabowo Subianto, un ancien général ayant servi en Papouasie et au Timor oriental, est l'un des mieux placés pour le scrutin présidentiel de juillet 2014. L'ancien gendre de Suharto a admis sa responsabilité dans le kidnapping d'étudiants militants en 1998 mais reste néanmoins l'un des hommes politiques les plus populaires du pays, d'après la plupart des sondages d'opinion.

Les manquements de la démocratie indonésienne pourraient affaiblir son statut à l'international. La plupart des partenaires occidentaux de Jakarta préfèrent néanmoins considérer les avancées démocratiques de l'Indonésie de manière peu critique. Faire la leçon à un pays qui a avancé à marche forcée vers une démocratie effective et une réelle amélioration des droits humains peut en effet apparaître injuste. Cela pourrait aussi être contre-productif et limiter les possibilités de partenariats renforcés. L'importance qu'accordent les États occidentaux à la démocratie ne peut dans tous les cas pas être surestimée. Il n'y eut pas de « dividende démocratique » pour l'Indonésie après la chute de Suharto. Ce fut seulement lorsque le développement économique de l'Indonésie accéléra après 2005 que les partenaires occidentaux ont « redécouvert » l'archipel. La nature démocratique de l'État indonésien peut s'avérer d'une utilité limitée sur la scène internationale, d'autant plus que la plupart de ses voisins ne sont pas démocratiques, ou le sont encore peu.

70. Amnesty International, Annual Report 2013 – Indonesia.

Conclusion

La montée en puissance de l'Indonésie est un phénomène qui a été prédit à de nombreuses reprises. Le pays semble tout simplement trop grand pour ne pas jouer un rôle majeur sur la scène mondiale. Néanmoins, après plus de six décennies d'indépendance, l'Indonésie ne fait pas encore partie des « grands » de ce monde. La dernière fois qu'elle fut qualifiée de « tigre », la crise asiatique a mis une fin abrupte à son ascendance. La réussite du pays se transforma rapidement en drame. Il fallut plusieurs années au pays pour s'en remettre et récupérer un statut international. La traversée de la crise économique mondiale contemporaine lui a aujourd'hui, par comparaison, bien mieux réussi, et lui vaut à présent le surnom de « Dragon de Komodo », pour sa rapidité et sa peau épaisse[71]. Mais au vu de l'histoire du pays, il est avisé de ne pas prendre ces qualificatifs hâtifs pour argent comptant. Comme toujours, la réalité est bien plus complexe.

Ce qui est par contre certain, c'est que l'Indonésie a hérité de ses succès politiques et de la conscience qu'elle dispose de nombreux atouts (ressources naturelles, population, localisation géostratégique, etc.) un sens de responsabilité internationale, avant tout dirigée vers sa région. Sa perspective internationale inclut, ainsi que l'expliqua Michael Leifer, une « attitude de propriétaire » vis-à-vis de son environnement régional[72]. Maintenant que ses prouesses économiques la placent à nouveau sur les radars de la plupart des observateurs internationaux, et que son rôle moteur au sein de l'ASEAN lui procure reconnaissance et statut (en même temps qu'une plateforme pour renforcer la confiance avec ses voisins), l'Indonésie est de plus en plus impliquée dans des dossiers de résonnance mondiale, un niveau qu'elle considère de plus en plus adapté à ses ambitions et à la vision qu'elle a d'elle-même.

Même si l'ASEAN restera la « pierre angulaire » déclarée de la politique étrangère indonésienne, le pays va très probablement continuer à pousser pour obtenir une plus grande visibilité, de plus importantes responsabilités et des partenariats plus poussés dans de nombreux domaines. Ce qui représente une évolution positivement accueillie aussi bien par les audiences internes indonésiennes que par ses partenaires internationaux. Dans leur dépassement de la scène sud-est asiatique, les élites contemporaines de Jakarta utilisent quatre véhicules principaux, à savoir la politique économique (en tant que membre du G20 et économie émergente), la géopolitique (comme État pivot pour les grandes puissances), la religion (comme « pont » et connecteur entre civilisations) et la promotion de la démocratie (en tant que quatrième démocratie au monde et modèle de transition politique). Si ces différents fondements de la puissance indonésienne et de ses ambitions mondiales fournissent à ses élites des avantages et arguments utiles, ils n'en comportent pas moins d'importants défis.

71. « The Komodo Economy », *The Economist*, 18 février 2012.

72. Michael Leifer, *Indonesia's Foreign Policy*. Londres : George Allen & Unwin for the Royal Institute of International Affairs, 1983, p. 14.

L'Indonésie a aujourd'hui la chance de devenir un acteur mondial. Mais elle n'y parviendra que si certaines conditions peuvent être remplies. Premièrement, il faut que l'Asie-Pacifique continue à être le moteur de la croissance mondiale. Deuxièmement, la stabilité doit être préservée dans la région. Troisièmement, l'Indonésie doit éviter d'être emmêlée dans un conflit entre la Chine et les États-Unis. Quatrièmement, l'intégration régionale au sein de l'ASEAN doit continuer, même lentement. Cinquièmement, les relations bilatérales entre l'Indonésie et ses voisins ne peuvent s'enfoncer trop bas. Mais un environnement international ne suffira pas. D'autres conditions, en interne, doivent également être remplies.

D'abord, la croissance économique ne peut trop ralentir. Ensuite, les relations paisibles entre groupes religieux et communautaires doivent être maintenues. Troisièmement, l'influence de l'Islam radical dans la vie politique doit rester limitée. Quatrièmement, la consolidation de la démocratie doit se poursuivre. Cinquièmement, il est impératif que la corruption diminue. La liste est longue et toutes les conditions peuvent ne pas être atteintes, totalement ou partiellement. Même si l'Indonésie ne se trouve pas en face d'obstacles insurmontables dans l'un ou l'autre de ces différents dossiers, il lui faudra encore du temps pour s'imposer de manière durable comme acteur mondial à part entière. Enfin, le pays a besoin d'un leadership qui s'engage à utiliser efficacement tous les atouts de l'Indonésie sur la scène mondiale. Devenir un acteur mondial est une ambition qui a un prix. Et ce dernier n'a pas encore été discuté en profondeur à Jakarta.

*** * ***

Les auteurs

Bruno Hellendorff est chercheur au GRIP depuis 2011, où ses recherches portent principalement sur les questions de paix et sécurité, ainsi que les enjeux stratégiques en Asie-Pacifique. Il est également doctorant à l'UCL, où il poursuit une thèse sur la politique étrangère de l'Indonésie. Il a aussi publié sur les liens entre conflits et ressources naturelles, dans un cadre essentiellement africain.

Manuel Schmitz est enseignant dans le programme de master « European Studies: Transnational and Global Perspectives » de l'université catholique de Leuven. Il a été Professeur à l'Université de Trèves (Trier) et a publié, en allemand, deux livres sur la politique indonésienne. Dr Schmitz est Senior Associate à l'European Institute for Asian Studies (EIAS), à Bruxelles. Il travaille en ce moment sur un livre éclairant les relations entre l'Indonésie et l'Union européenne.